

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Vendredi, 28 février 1896.

N^o 11.

Freitag, 28. Februar 1896.

Arrêté du 19 février 1896, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Caisse de secours mutuels de Niedercorn.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la société de secours mutuels de Niedercorn, commune de Differdange, ensemble les statuts de cette société;

Vu l'avis émis le 7 avril 1895 par l'administration communale de Differdange;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 11 février 1896;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires;

Arrête :

Art. 1^{er}. La société de secours mutuels de Niedercorn est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 19 février 1896.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Beschluß vom 19. Februar 1896, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Unterstützungsvereins von Niedercorn betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesuches des Unterstützungsvereines von Niedercorn, Gemeinde Differdangen, wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereines;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Differdangen vom 7. April 1895;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, vom 11. Februar 1896;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Großh. Beschlusses vom 22. dess. Mts.;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereines mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Bestreitung der ordnungsmäßigen Ausgaben hinreichend erscheinen;

Beschließt :

Art. 1. Der Unterstützungsverein von Niedercorn wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.
Luxemburg, den 19. Februar 1896.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Statuts de la caisse de secours mutuels de Niedercorn, commune de Differdange.

CHAP. I^{er}. — Formation et but de la société.

Art. 1^{er}. A la date du 15 novembre 1894, la société de secours mutuels des ouvriers de Niedercorn a été formée ; ses membres actifs sont recrutés parmi les ouvriers de Niedercorn. La société a son siège à Niedercorn.

Elle a pour but :

1^o D'accorder un secours pécuniaire à ses membres actifs en cas de maladie.

2^o En cas de mort elle donne à la famille du défunt une somme d'argent destinée à couvrir les frais de ses funérailles.

CHAP. II. — Composition de la société.

Art. 2. La société se compose de membres honoraires et de membres actifs.

Tous les ouvriers mineurs et terrassiers sans distinction de nationalité sont admis comme membres actifs. Les métiers sont exclus à l'exception des membres fondateurs.

Art. 3. Membres actifs sont ceux qui, ayant souscrit de se conformer aux présents statuts, participent aux avantages de la société.

Art. 4. Les membres honoraires sont ceux qui, par leur souscription contribuent à la prospérité de la société, sans participer à ses avantages. Ils ont le droit d'assister aux assemblées, sans avoir le droit de vote.

CHAP. III. — Conditions d'admission et d'exclusion.

Art. 5. L'ouvrier âgé de 18 à 40 ans, d'une conduite régulière, muni d'un certificat de son médecin constatant qu'il n'a ni maladie, ni infirmité cachée, peut devenir membre de la société.

Art. 6. L'aspirant sociétaire doit présenter au secrétaire sa demande avec les pièces suivantes :

a) Son extrait de naissance ou toute autre pièce constatant son âge.

b) Le certificat de son médecin.

Le conseil d'administration décide du sort de la demande d'admission.

Art. 7. Les membres honoraires sont admis par le conseil d'administration sans distinction de sexe, d'âge et de domicile.

Art. 8. Cessent de droit d'être membres de la société et perdent tout recours à la caisse ceux qui n'ont pas versé leur cotisation du 15 au dernier de chaque mois, s'ils ne peuvent justifier leur retard par une cause indépendante de leur volonté.

Art. 9. L'exclusion d'un membre soit honoraire, soit actif, sera prononcée dans une assemblée générale par le

vote secret ; trois quarts des suffrages des membres présents sont requis pour prononcer l'exclusion. L'exclu n'a aucun recours contre la société.

Toute faute entachant la moralité du sociétaire ou nuisant directement aux intérêts de la société sera un motif d'exclusion.

Art. 10. Le membre actif qui change de domicile conserve sa qualité de sociétaire pendant trois mois en payant régulièrement sa cotisation ; en rentrant au domicile de Niedercorn, il peut recouvrer ses anciens droits sans payer de droit d'entrée, pourvu qu'il se conforme aux conditions suivantes :

a) Par écrit il donne connaissance au secrétaire de son départ ;

b) A sa rentrée il présentera de nouveau un certificat de son médecin, conformément à l'art. 5 ci-dessus.

CHAP. IV. — Administration.

Art. 11. La société est administrée par un conseil composé d'un président, d'un vice-président, d'un caissier, d'un secrétaire et de quatre commissaires, dont un membre est désigné comme arbitre dans les litiges qui peuvent survenir.

Art. 12. Les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages. Ils sont choisis parmi les membres effectifs.

Le renouvellement a lieu par moitié chaque année, outre le remplacement des membres décédés ou démissionnaires. Ceux qui sortent la première année seront désignés par le sort. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 13. Le conseil d'administration choisit dans son sein le secrétaire et le trésorier.

Art. 14. Le président surveille et assure l'exécution des statuts. Il est chargé de la police des assemblées ; il signe tous les actes, arrêtés ou délibérations et représente la société dans tous les rapports avec l'autorité publique. Il donne les ordres pour les réunions du conseil d'administration et les convocations des assemblées générales.

Art. 15. Le vice-président remplace au besoin le président, qui peut lui déléguer tous ses pouvoirs ; il seconde le président dans toutes ses fonctions.

Art. 16. Le secrétaire est chargé de tous les procès-verbaux, de la correspondance, des convocations et de la conservation des archives. Il tient le registre matricule des membres de la société et présente au conseil d'administration les demandes d'admission ; le tout sous la surveillance du président.

Art. 17. Le trésorier fait les recettes et les paiements et les inscrit sur un livre de caisse coté et paraphé par le président. A chaque assemblée générale, le trésorier présente le compte-rendu de la situation financière. Il est responsable des pièces se trouvant en caisse. Il paie sur mandats visés par le président. Il opère le placement ou le déplacement des fonds à la caisse d'épargne, l'achat des titres, le dépôt des titres à la Recette générale et la déclaration de dépôt contre certificat nominatif au nom de la société, sur un ordre signé du président indiquant la somme dont le placement doit être réalisé, conformément aux dispositions de la loi.

Art. 18. Les commissaires sont chargés de surveiller les opérations de caisse et de scrutin. Ils veillent au maintien de l'ordre dans les séances, ils visitent les malades et s'assurent de l'exécution des obligations réciproques contractées entre les membres et l'association.

Art. 19. Le service médical est aux frais du sociétaire, il n'a aucun recours contre la société.

Art. 20. Le conseil d'administration siège chaque mois, le premier dimanche après le 15 du mois courant, pour recevoir les cotisations du mois et pour discuter les intérêts de la société. Quatre assemblées générales consacrées à la reddition des comptes seront tenues aux mois de février, mai, août, novembre.

Dans l'assemblée générale de novembre, le conseil présente un compte-rendu de sa gestion et des opérations de l'année écoulée.

Après l'approbation de ce compte-rendu, l'assemblée procède au renouvellement partiel du conseil d'administration.

Toute convocation des membres en assemblée générale doit se faire par écrit trois jours au moins avant celui fixé pour la réunion.

CHAP. V. — *Obligations des sociétaires envers la société.*

Art. 21. Les membres effectifs doivent, en entrant, payer un droit d'admission fixé à cinq francs jusqu'à l'âge de vingt ans révolus et ce droit sera augmenté de 1 fr. pour toute période de cinq ans dépassant cet âge.

Art. 22. Les membres actifs s'engagent à payer par mois une cotisation de 1 fr. 25. Le sociétaire peut anticiper le versement de ses cotisations.

Art. 23. Les membres honoraires paient 5 fr. 75 par an.

Art. 24. A l'occasion du décès d'un membre, les membres sont tenus d'assister aux obsèques sous peine d'une amende de 1 fr. 25.

CHAP. VI. — *Obligations de la société envers ses membres.*

Art. 25. Le sociétaire malade a droit, pendant treize semaines, à une indemnité d'un franc par jour.

Si la maladie se prolonge au-delà de treize semaines, une assemblée générale décide, par le vote secret, à la majorité absolue, s'il y a lieu de continuer, de réduire ou de supprimer les secours.

Art. 26. Une maladie de moins de trois jours ne donne pas lieu à une indemnité. Une maladie plus prolongée donne droit à l'indemnité à partir du premier jour. En cas de décès, la somme pour frais de funérailles est fixée à 37 fr. 50 pour ceux qui paient moins de 5 fr. de contributions et à 25 fr. pour ceux qui paient plus.

Art. 27. Pour jouir des avantages de la société, le sociétaire doit avoir acquitté le montant des cotisations échues.

Art. 28. Le sociétaire n'a droit aux avantages de la société qu'à partir du quatrième mois de son admission.

Art. 29. Aucun secours n'est dû pour maladies causées par la débauche, pour blessures reçues dans une rixe, quand le sociétaire a été l'agresseur.

Art. 30. Le sociétaire qui simule une maladie cesse d'être membre de la société et perd tout recours contre elle.

CHAP. VII. — *Fonds social et placement.*

Art. 31. Le fonds social se compose ;

- 1° des versements des membres effectifs ;
- 2° du paiement des amendes ;
- 3° des versements des membres honoraires ;
- 4° des dons ou legs particuliers ;
- 5° des subsides accordés par l'État ou la commune ;
- 6° des intérêts de fonds placés.

Art. 32. Lorsque les fonds en caisse dépassent 300 fr., chaque excédant de 100 fr. sera déposé à la Caisse d'épargne. Le conseil d'administration pourra également acheter des obligations de la dette luxembourgeoise ou d'autres fonds publics, et cela conformément à la loi et avec l'autorisation gouvernementale. Le cas échéant, les obligations seront déposées au fur et à mesure de leur acquisition à la Recette générale. Pour les titres de l'État du Grand-Duché, il sera fait une déclaration de dépôt contre certificat nominatif au nom de la société.

Art. 33. Sur chaque recette, il sera prélevé une retenue de 10 pCt. jusqu'à concurrence de la somme de 1000 fr. pour former le fonds de réserve. Ce fonds ainsi constitué ne pourra être attaqué qu'en vertu d'un vote de l'assemblée générale.

Art. 34. Les fonds ne peuvent en aucun cas être distraits du but assigné par les statuts. Le sociétaire ne paiera que ce qui est prévu par les statuts.

CHAP. VIII. — *Changement des statuts. — Contestations. — Dissolution.*

Art. 35. Toute modification des statuts ne pourra être admise sans convocation d'une assemblée générale. Cette assemblée doit fournir un vote unanime des trois quarts des membres inscrits en faveur des articles à modifier ou à ajouter. Les articles seront soumis au Gouvernement suivant l'art. 2 de l'arrêté grand-ducal du 22 juillet 1891, déterminant le règlement des sociétés de secours mutuels. Cette assemblée sera provoquée un mois à l'avance avec ordre de jour indiqué.

Art. 36. La société peut se dissoudre en cas d'insuffisance de ressources et après délibération sur la création de nouvelles ressources. De plus, l'assemblée générale appelée à délibérer sur la dissolution devra être spécialement convoquée à cet effet, par lettres individuelles, au moins deux mois à l'avance, avec indication expresse de l'ordre du jour, et composée des trois quarts au moins des membres ayant droit de vote.

La décision afférente devra réunir les suffrages des trois quarts au moins des membres présents. La dissolution ne sera valable qu'après l'approbation de l'autorité supérieure.

Art. 37. La liquidation de la société devra se faire conformément à l'art. 9 de l'arrêté grand-ducal du 22 juillet 1891.

Art. 38. Toutes les difficultés ou contestations qui pourraient surgir au sein de la société, soit entre les sociétaires, soit entre ceux-ci et le conseil d'administration, seront toujours jugées par deux arbitres nommés par les parties intéressées. Si l'une des parties néglige de faire cette désignation, l'arbitre désigné par la société y procédera. S'il y a partage, il sera vidé par un tiers-arbitre qui sera nommé par les deux autres et à leur défaut par le président de la société. La décision de ces arbitres sera définitive.

Si la société se trouve personnellement intéressée au litige, le président de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels remplacera le président de la société pour la désignation des arbitres et tiers-arbitres dont il est question plus haut.

Ainsi fait et délibéré en assemblée générale à Niedercorn, le 25 décembre 1894.

Le conseil d'administration.

(Suivent les signatures.)

Arrêté du 19 février 1896, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Société de secours mutuels dite : « American Club ».

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la Société de secours mutuels dite : « American Club », ensemble les statuts de cette société ;

Vu l'avis émis le 23 mars 1895 par l'administration communale de Luxembourg, siège de ladite société ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 11 février 1896 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes, assurées de la même

Beschluss vom 19. Februar 1896, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Unterstützungsvereins „American Club“ betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

Nach Einsicht des Gesuches des Unterstützungsvereines gen. : „American Club“ wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereines ;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Luxemburg, Sitz des Vereines, vom 23. März 1895 ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, vom 11. Februar 1896 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Großh. Beschlusses vom 22. desf. Mts. ;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereines mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht ;

In Anbetracht, daß die geschätzten Einkünfte

société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La Société de secours mutuels dite : « American Club » est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au « Mémorial ».

Luxembourg, le 10 février 1896.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYNCHEN.*

der Gesellschaft zur Bestreitung der ordnungsmäßigen Ausgaben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Der Unterstützungsverein gen. : „American Club“ wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 19. Februar 1896.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y f c h e n.*

Statuten des Unterstützungsvereins Amerikan Club.

KAP. I. — *Gründung, Sitz und Zweck des Clubs.*

Art. 1. Am 10. Juni 1894 hat sich zu Luxemburg ein Unterstützungsverein unter dem Namen « American Club » gebildet, welcher seinen gesetzlichen Sitz in Luxemburg hat.

Art. 2. Der Club hat zum Zweck die gegenseitige Unterstützung bei Krankheits- und Todesfällen.

KAP. II. — *Zusammensetzung des Clubs.*

Art. 3. Der Club besteht aus aktiven- und Ehrenmitgliedern.

Als aktive Mitglieder können nur diejenigen aufgenommen werden, welche einige Zeit in Amerika waren.

Art. 4. Ehrenmitglieder sind diejenigen, welche durch ihre Rathschläge und ihre Baarzeichnungen zum Gedeihen des Clubs beitragen, ohne an deren Unterstützungen Theil zu haben. Sie sind berechtigt, den Sitzungen beizuwohnen, ohne jedoch stimmberechtigt zu sein.

KAP. III. — *Aufnahme und Ausschlussbedingungen.*

Art. 5. Die Aufnahme der wirklichen Mitglieder erfolgt in der Generalversammlung auf ein diesbezügliches Gesuch mit Stimmenmehrheit. Dem Aufnahmegesuch muss die Bescheinigung des Arztes beigefügt sein, wonach der Gesuchsteller frei von Krankheiten und geheimen Gebrechen ist. Es werden als wirkliche Mitglieder nur solche Personen aufgenommen, welche das Alter von 45 Jahren nicht überschritten haben, und muss das Alter durch Geburtsschein festgestellt sein.

Art. 6. Die Ehrenmitglieder werden durch den Verwaltungsrath mit Stimmenmehrheit angenommen.

Art. 7. Ausgeschlossen sind die aktiven Mitglieder, die seit 6 Monaten ihren Beitrag nicht mehr entrichtet haben. Doch kann der Verwaltungsrath die Anwendung dieser Vorschrift aufheben, wenn das Mitglied nachweist, dass es ohne sein Verschulden im Rückstande war.

Art. 8. Der Ausschluss wird auf Antrag des Verwaltungsrathes, durch Abstimmen in der Generalversammlung und ohne Besprechen verhängt :

1. Wegen freiwilliger Beeinträchtigung der Gesellschaftsinteressen;
2. wegen Verurtheilung zu einer Criminalstrafe oder zu einer Gefängnisstrafe, welche einen Makel auf die Sittlichkeit oder Ehrenhaftigkeit des Mitgliedes wirft ;
3. wegen offenkundig Aergerniss gebenden oder zügellosen Lebenswandels.

Ausser dem oben unter Nr. 2 vorgesehenen Fall einer Verurtheilung wird das Mitglied, dessen Ausschluss beantragt ist, vor den Verwaltungsrath geladen, um über die ihm zur Last gelegten Thatsachen vernommen zu werden; findet dasselbe sich am bestimmten Tag und zur bestimmten Stunde nicht ein, so wird der Ausschluss in der Generalversammlung verhängt.

Art. 9. Die Entlassung, die Streichung und der Ausschluss gehen auf keine Rückerstattung Recht.

KAP. IV. — *Verwaltung des « Club ».*

Art. 10. Der Vorstand besteht aus einem Präsident, Vice-Präsident, Cassierer, Schriftführer, Sergeant at arms, vier Mitgliedern aus der Stadt und Umgegend und je einem Delegirten für jeden Kanton.

Art. 11. Die fünf erstgenannten werden zuerst durch die Generalversammlung, darnach die andern Vorstands-

Mitglieder zusammen durch ein Votum durch Stimmenmehrheit gewählt.

Art. 12. Am Mittwoch der Octavwoche, nach dem Hochamte für die Amerikaner, findet eine Generalversammlung statt, in welcher zur Neuwahl des Vorstandes geschritten wird.

Art. 13. Der Vorsitzende überwacht und sichert die Ausführung der Statuten. Er handhabt die Polizei in den Versammlungen, er unterzeichnet alle Urkunden, Beschlüsse und Berathungen und vertritt die Gesellschaft in ihrem Verkehr mit den öffentlichen Behörden. Er erlässt die nöthigen Anordnungen für die Zusammenkünfte des Verwaltungsrathes und die Einberufung der Generalversammlungen.

Art. 14. Der Vice-Präsident vertritt nöthigenfalls den Präsidenten, welcher ihm alle seine Befugnisse übertragen kann; er leistet dem Präsidenten Beistand in allen seinen Amtsausübungen.

Art. 15. Der Schriftführer ist betraut mit der Abfassung der Sitzungsberichte, mit der Correspondenz, den Einberufungen und der Aufbewahrung des Archivs. Er führt das Mitgliederregister und legt dem Verwaltungsrath die Aufnahmegesuche vor, alles unter Aufsicht des Präsidenten.

Art. 16. Der Kassirer besorgt die Einnahmen und Auszahlungen und trägt sie in ein durch den Präsidenten mit Seitenzahl und Namenszug versehenes Kassenbuch ein. In jeder Generalversammlung legt er Rechnung über die Finanzlage ab. Er haltet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden. Er bezahlt auf Sicht von Anweisungen, welche vom Vorsitzenden und dem hierzu delegirten Mitglied des Verwaltungsrathes visirt sein müssen. Er behündigt den Mitgliedern deren Aufnahme-Karten oder Büchlein, worauf die Zahlung der Beiträge vermerkt wird. Er hewerkstelligt die Anlage und Erhebung der Gelder bei der Sparkasse, den Ankauf von Rententiteln, die Hinterlegung von solchen bei der General-Einnahme und die Hinterlegungs-Erklärung gegen Nominativbescheinigung auf den Namen der Gesellschaft, auf eine vom Präsidenten und einem durch den Verwaltungsrath hiermit betrauten Mitgliede unterzeichnete Anweisung, worin die gesetzmässig zu hinterlegende Summe angegeben ist.

Art. 16bis. Der Sergeant at arms hat für Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen zu sorgen, und hat das Abstimmungsgeschäft zu überwachen.

Art. 17. Die Delegirten der einzelnen Cantone führen Liste über die in ihrem Bezirke wohnenden Mitglieder, sie berichten sofort alles den Club Interessirende an den Präsidenten.

Art. 18. Jeden Monat findet eine Versammlung statt, welche durch den Präsidenten einberufen wird.

KAP. V. — *Die Verpflichtung der Mitglieder gegen den Club.*

Art. 19. Die aktiven Mitglieder müssen zu Händen des Schatzmeisters bezahlen bei ihrer Aufnahme:

1. Fr. 7,50,	wenn sie mehr als 18 u. bis 23 J. alt sind;				
» 10,00.	» 25	» 30	»	»	»
» 12,50,	» 30	» 35	»	»	»
» 15,00,	» 35	» 40	»	»	»
» 17,50,	» 40	» 45	»	»	»

2. Einen vierteljährlichen Beitrag von Fr. 3, welche kostenfrei an den Kassirer einzusenden sind.

Art. 20. Die Ehrenmitglieder haben eine einmalige Summe einzuzahlen von wenigstens Fr. 7,50.

Art. 21. Bei dem Tode eines Mitgliedes wird der Club durch eine Deputation vertreten, und müssen die Mitglieder soviel wie möglich (wenn nicht verhindert), beiwohnen, und wird ein Kranz auf das Grab niedergelegt.

KAP. VI. — *Verpflichtung des Club gegen seine Mitglieder.*

Art. 22. In Krankheitsfällen beträgt die zu zahlende Entschädigung für jeden Tag der ärztlich festgestellten Arbeitsunfähigkeit Fr. 1 und wird dieselbe im höchsten Falle nur auf die Dauer von drei Monaten gewährt. Die Entschädigung wird nur vom Tage der Anmeldung an bezahlt.

Art. 23. Die Auszahlung erfolgt gegen Einsendung eines ärztlichen Attestes, das die Dauer der Dienstunfähigkeit genau angiebt, sowie der Bescheinigung des betreffenden Delegirten, dass das kranke Mitglied mit der Einzahlung seiner Beiträge in Ordnung ist.

Art. 24. Diese Unterstützungen können jedoch nur erst dann gewährt werden, wenn das Gesellschaftskapital die Summe von 1000 Franken erreicht haben wird und wenn das betreffende Mitglied wenigstens sechs Monate aktives Mitglied gewesen ist.

Art. 25. Für durch Selbstverschulden oder Fahrlässigkeit zugezogene Krankheiten wird keine Unterstützung gewährt.

Art. 26. Beim Todesfall eines Mitgliedes erhält dessen Familie 75 Franken zur Bestreitung der Begräbnisskosten. Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes, welches keine Familie hinterlässt, sorgt die Gesellschaft für ein anständiges Begräbniss.

Art. 27. In keinem Falle dürfen von den Mitgliedern andere Beiträge erhoben werden, als die in den Statuten vorgesehenen. Die Gesellschaftsgelder dürfen in keinem Falle zu einem andern Zwecke als den ausdrücklich in den Statuten angewiesenen Zwecken verwendet werden.

KAP. VII. — Gesellschaftskapital und seine Anlage.

Art. 28. Das Gesellschaftskapital besteht aus :

1. Den Einzahlungen der Aktiven- und der Ehren-Mitglieder ;
2. aus den Zuschüssen aller Art, welche der Gesellschaft übermittelt werden ;
3. den Zinsen von angelegten Kapitalien ;
4. den Staats- und Gemeinde-Zuschüssen.

Art. 29. Wenn über 1000 Franken Vereinsgelder sich in der Kasse befinden, so ist der Ueberschuss unverzüglich entweder an die Staatssparkasse abzuführen, oder, je nach Erachten des Verwaltungsrathes, dem Gesetze gemäss und wie es für die Gesellschaftsinteressen am erspriesslichsten ist, anzulegen, sei es in Luxemburgischer Staatsrente, sei es, mit Genehmigung der Regierung, in andern öffentlichen Werthpapieren oder Obligationen von Gemeindegeldern. Vorkommenden Falls werden die Obligationen, sowie sie angekauft werden, bei der General-Einnahme hinterlegt. Ueber die Hinterlegung der Staatsschuldentitel wird eine Erklärung gegen eine auf den Namen der Gesellschaft lautende Nominativbescheinigung aufgenommen.

Art. 30. Von dem bestehenden Kapital wird ein Reservefonds von 1000 Fr. angelegt. Dieser Reservefonds darf nur mit Zustimmung der Gesellschaft und gemäss einem Votum der General-Versammlung angegriffen werden.

Der Verkauf von Rententiteln oder Erhebung hinterlegter Gelder, welche zu diesem Reservefonds gehören, müssen durch den Verwaltungsrath gutgeheissen werden, dessen Entscheidung von allen anwesenden Mitgliedern zu unterschreiben ist.

KAP. VIII. — Statuten-Abänderung, Auflösung und Liquidirung, Schlichtung etwaiger Streitsachen.

Art. 31. Jeder Antrag auf Abänderung der Statuten oder Reglemente muss dem Verwaltungsrath unterbreitet werden, welcher bestimmt, ob demselben Folge zu geben ist oder nicht. Eine Statutenabänderung ist nur durch eine General-Versammlung zulässig, welche wenigstens einen Monat im Voraus, eigens zu diesem Zwecke, durch schriftliche oder gedruckte Briefe an jedes einzelne Mitglied oder durch Anschlag, mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung zusammenberufen sein und aus mindestens drei Viertel der eingeschriebenen Mitglieder bestehen muss.

Die Beschlüsse dieser Versammlung müssen, um gültig zu sein, mit drei Viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst und von der Regierung in der Form genehmigt werden, welche durch Art. 2 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 vorgeschrieben ist.

Art. 32. Die Gesellschaft kann sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit ihrer Mittel auflösen

Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zweck wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der stimmberechtigten Mitglieder zugegen sein müssen.

Dieser Beschluss kann nur erfolgen, nachdem dieselbe General-Versammlung über die eventuelle Beschaffung neuer Hilfsmittel berathschlagt hat und muss mit wenigstens drei Viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst sein.

Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Oberbehörde gültig.

Im Falle der Auflösung wird die Liquidirung zufolge den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 bewerkstelligt.

Art. 33. Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche im Schosse der Gesellschaft, entweder zwischen Mitgliedern oder zwischen Mitgliedern einer- und dem Verwaltungsrath andererseits entstehen, werden immer durch zwei von den betheiligten Parteien zu ernennende Schiedsrichter geschlichtet. Unterlässt eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsitzende der Gesellschaft dieselbe vornehmen.

Sind die Schiedsrichter getheilter Ansicht, so ziehen sie oder in ihrer Ermangelung der Präsident einen Dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung endgültig ist. Ist die Gesellschaft als solche bei der Streitsache interessirt, so hat statt des Vorsitzenden der Gesellschaft der Präsident der höhern Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen die in den beiden verstehenden Abschnitten vorgesehenen Schiedsrichter und dritten Schiedsrichter zu ernennen.

Also beschlossen in der General-Versammlung am 26. Januar 1896.

Der Vorstand.

(Folgen die Unterschriften.)

Arrêté du 19 février 1896, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Société de secours mutuels des Autrichiens à Esch-sur-l'Alzette.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la Société de secours mutuels des Autrichiens à Esch-sur-l'Alzette, ensemble les statuts de cette société ;

Vu l'avis émis le 6 novembre 1895 par l'administration communale d'Esch-sur-l'Alzette, siège de ladite société, ensemble celui de M. le Commissaire de district de Luxembourg, en date du 9 du même mois ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 11 février 1896 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La société de secours mutuels des Autrichiens à Esch-sur-l'Alzette est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au « Mémorial ».

Luxembourg, le 19 février 1896.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement ;*
EYSCHEN.

Beschluß vom 19. Februar 1896, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Oesterreichischen Unterstützungsvereins zu Esch an der Alzette betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

Nach Einsicht des Gesuches des Oesterreichischen Unterstützungsvereins zu Esch an der Alzette, wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereines ;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Esch an der Alzette, Sitz des Vereines, vom 6. November 1895, sowie desjenigen des Hrn. Distriktskommissars zu Luxemburg, vom 9. dess. Monats ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Forderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, vom 11. Februar 1896 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Großh. Beschlusses vom 22. dess. Mts. ;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereines mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht ;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Bestreitung der ordnungsmäßigen Ausgaben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Der Oesterreichische Unterstützungsverein zu Esch an der Alzette wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 19 Februar 1896.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Statuten des Oesterreichischen Unterstützungs-Vereines zu Esch an der Alzette.

KAP. I. — Bildung und Zweck der Gesellschaft.

Art. 1. Vom 1. Januar 1896 ab ist zu Esch a. d. Alzette unter der Benennung « Oesterreichischer Unter-

stützungs-Verein » eine auf Gegenseitigkeit beruhende Hilfskasse errichtet, deren Bezirk das Großherzogthum Luxemburg umfasst.

Sie hat zum Zweck : 1) ihren kranken oder verwunde-

ten Mitgliedern während der Arbeitsunfähigkeit eine zeitweilige Entschädigung zu gewähren; 2) beim Tode eines ihrer Mitglieder einen Theil der Begräbnisskosten zu zahlen.

KAP. II. — *Zusammensetzung der Hilfskasse.*

Art. 2. Die Hilfskasse besteht aus wirklichen und Ehrenmitgliedern.

Art. 3. Wirkliche Mitglieder sind alle im Grossherzogthum Luxemburg wohnenden Oesterreicher, welche die Verpflichtung, sich gegenwärtigem Statut zu fügen, unterschrieben haben und demgemäss an den Vorteilen der Gesellschaft theilnehmen.

Art. 4. Ehrenmitglieder sind diejenigen, welche durch ihre Wohlthaten, ihre Ratschläge und ihre Baarzeichnungen zum Gedeihen der Gesellschaft beitragen, ohne an deren Unterstützungen Theil zu haben. Sie sind berechtigt den Sitzungen beizuwohnen und dürfen auch mitstimmen.

KAP. III. — *Aufnahme- und Ausschlussbedingungen.*

Art. 5. Die Aufnahme der wirklichen Mitglieder erfolgt durch das Bureau vermittelt Abstimmen mit Stimmenmehrheit.

Um in dieser Eigenschaft zugelassen zu werden, muss man eine ordentliche Ausführung haben und frei von Krankheit oder heimlichen Gebrechen sein, was durch eine Bescheinigung des von der Gesellschaft genehmigten Arztes nachzuweisen ist.

Die Altersgrenze für die Aufnahme ist auf mindestens achtzehn und auf höchstens fünfzig Jahre festgesetzt.

Art. 6. Wer Mitglied werden will, bat an den Schriftführer der Gesellschaft ein von ihm unterzeichnetes Aufnahmegesuch mit folgenden Schriftstücken einzusenden:

a) einen Auszug aus seiner Geburtsurkunde oder ein anderes authentisches Schriftstück, wodurch sein Alter festgestellt wird.

b) die Bescheinigung eines von der Gesellschaft genehmigten Arztes, wonach der Gesuchsteller frei von Krankheit oder geheimen Gebrechen ist.

Art. 7. Die Ehrenmitglieder werden durch den Verwaltungsrat ohne Rücksicht auf Alter oder Wohnsitz aufgenommen.

Art. 8. Von Rechts wegen ausgeschlossen sind die wirklichen Mitglieder, die seit drei Monaten ihren Beitrag nicht mehr entrichtet haben; doch kann der Vorstand die Anwendung dieser Vorschrift aufschieben, wenn das Mitglied nachweist, dass es sich ohne eigenes Verschulden im Rückstand befindet.

Art. 9. Der Ausschluss wird auf Antrag des Verwal-

tungsrates, durch Abstimmen in der Generalversammlung und ohne Besprechung verhängt:

1° wegen Verurteilung zu einer Criminalstrafe oder zu einer Gefängnisstrafe, welche einen Makel auf die Sittlichkeit oder Ehrenhaftigkeit des Mitgliedes wirft;

2° wegen freiwilliger Beeinträchtigung der Gesellschaftsinteressen;

3° wegen offenkundig Aergernis gebenden oder zügellosen Lebenswandels.

Ausser dem oben unter Nr 1 vorgesehenen Fall einer Verurteilung wird das Mitglied, dessen Ausschluss beantragt ist, vor den Verwaltungsrat geladen, um über die ihm zur Last gelegten Thatsachen vernommen zu werden; findet dasselbe sich am bestimmten Tag und zur bestimmten Stunde nicht ein, so wird der Ausschluss in der Generalversammlung verhängt.

Art. 10. Das wirkliche Mitglied, das den Bezirk der Hilfskasse verlässt, um sich anderswo niederzulassen, geht seiner Mitgliedschaft verlustig, kann die selbe jedoch bei seiner Rückkehr, ohne Zahlung einer nochmaligen Aufnahmegebühr, wiedererlangen, wenn es den laufenden Monatsbeitrag entrichtet, vorausgesetzt, dass es vor seiner Entfernung:

1° seine Beiträge bis zum Augenblick der Abreise bezahlt;

2° seine Abreise dem Verwaltungsrathe schriftlich angezeigt hatte;

3° bei seiner Rückkehr die im Art. 5 festgesetzte Altersgrenze nicht überschritten hat.

Bei seiner Wiederaufnahme muss es sich neuerdings der ärztlichen Untersuchung unterziehen; kehrt es krank oder verwundet zurück, so kann es keine Unterstützung beanspruchen.

Art. 11. Die Entlassung, die Streichung und der Ausschluss geben auf keine Rückerstattung Recht. Doch können die eingezahlten Beiträge dem austretenden Mitglied ganz oder teilweise und abzüglich der demselben etwa geleisteten Unterstützungen beimgelassen werden, in jedem besondern Fall, wo eine aus wenigstens drei Viertel der stimmberechtigten Mitglieder bestehende Generalversammlung mit drei Viertel der Stimmen der anwesenden Mitglieder es für billig erklärt, einem Mitglied eine derartige Heimzahlung zu bewilligen.

KAP. IV. — *Verwaltung.*

Art. 12. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen Verwaltungsrat, welcher aus einem Präsidenten, einem Vice-Präsidenten, einem Schriftführer, einem Kassirer und fünf Verwaltungskommissaren besteht. Die Mitglieder des Verwaltungsrates üben ihr Amt unentgeltlich. Ehrenpräsident der Gesellschaft ist von rechts wegen der österreichische Gesandte beim Grossherzoglichen Hofe.

Art. 13. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die General-Versammlung in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmenmehrheit in der Zusammenkunft ernannt; welche durch Art. 22 für die Rechnungsablage anberaumt ist. Sie werden unter den wirklichen oder Ehrenmitgliedern erwählt.

Die Neuwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates findet, abgesehen von der Ersetzung einzelner verstorbenen oder abdankenden Mitglieder, jedes Jahr zur Hälfte statt. Die zuerst austretende Serie wird ausgelost. Die austretenden Mitglieder sind wieder wählbar.

Das ersetzte oder abdankende Mitglied bleibt im Amt bis zum Monat, der auf seine Ersetzung oder seine Abdankung erfolgt.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Präsidenten, einen Vice-Präsidenten, einen Schriftführer und einen Kassirer. Dieser kann auch ausserhalb des Verwaltungsrates bestimmt werden. In letzterem Falle hat er im Verwaltungsrat weder Sitz noch Stimme zu beanspruchen.

Art. 15. Der Vorsitzende überwacht und sichert die Ausführung der Statuten. Er handhabt die Polizei in den Versammlungen, er unterzeichnet alle Urkunden, Beschlüsse und Beratungen und vertritt die Gesellschaft in ihrem Verkehr mit den öffentlichen Behörden. Er erlässt die nötigen Anordnungen für die Zusammenkünfte des Verwaltungsrates und die Einberufung der General-Versammlungen.

Art. 16. Der Vice-Präsident vertritt nötigenfalls den Präsidenten, welcher ihm alle seine Befugnisse übertragen kann; er leistet dem Präsidenten Beistand in allen seinen Amtsausübungen.

Art. 17. Der Schriftführer ist betraut mit der Abfassung der Sitzungsberichte, mit der Korrespondenz, den Einberufungen und der Aufbewahrung des Archivs. Er führt das Mitglieder-Register und legt dem Verwaltungsrat die Aufnahmegesuche vor, alles unter Aufsicht des Präsidenten.

Art. 18. Der Kassirer besorgt die Einnahmen und Auszahlungen und trägt sie in ein durch den Präsidenten mit Seitenzahl und Namenszug versehenes Kassebuch ein. In jeder General-Versammlung legt er Rechnung über die Finanzlage ab. Er haftet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden. Er bezahlt auf Sicht von Anweisungen, welche vom Vorsitzenden und einem hierzu delegierten Mitglied des Verwaltungsrates visiert sein müssen. Er behändigt den Mitgliedern bei deren Aufnahme Karten oder Büchlein, worauf die Zahlung der Beiträge vermerkt wird. Er bewerkstelligt die Anlage und Erhebung der Gelder bei der Sparkasse, den Ankauf von Rententiteln,

die Hinterlegung von solchen bei der General-Einnahme und die Hinterlegungs-Erklärung gegen Nominativbescheinigung auf den Namen der Gesellschaft, auf eine vom Präsidenten und einem durch den Verwaltungsrat hiermit betrauten Mitgliede unterzeichnete Anweisung, worin die gesetzmässig zu hinterlegende Summe angegeben ist.

Art. 19. Die Verwaltungs-Commissäre haben die Kassenoperationen und das Abstimmungsgeschäft zu überwachen. Sie sorgen für Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen. Ausserdem haben sie die unten vorgesehenen Visatoren zu kontrollieren und sich persönlich über das Befinden der Kranken zu vergewissern. Die eingezogenen Erkundigungen teilen sie in den Sitzungen des Verwaltungsrates mit.

Art. 20. Dem Verwaltungsrat stehen zur Seite die Visatoren oder Sektionsführer, welche die Kranken zu besuchen und sich über die Ausführung der Verpflichtungen des Vereins denselben gegenüber zu vergewissern haben. Die Visatoren werden durch den Verwaltungsrat bezeichnet.

Art. 21. Der Verwaltungsrat tritt jeden ersten Samstag des Monats und ausserdem bei jeder monatlicher Einberufung durch den Präsidenten zusammen.

Derselbe stellt das Reglement über die Polizei in seinen Sitzungen, über die innere Ordnung u. s. w. auf.

Art. 22. Die Gesellschaft tritt periodisch nach Maassgabe der jeweiligen Bedürfnisse auf Berufung durch den Verwaltungsrat zusammen. Ausser diesen Zusammenkünften werden jedes Jahr zwei Generalversammlungen abgehalten, welche speziell für die Ablage und Prüfung der Rechnungen und Erörterungen der die Gesellschaft interessirenden Fragen bestimmt sind; sie finden statt im Februar und bezw. August. In der Generalversammlung des Monats Februar legt der Verwaltungsrat Rechnung ab über seine Amtsthätigkeit, die gesamten Geschäfte des ganzen letztvergangenen Jahres und über die am 31. Dezember abgeschlossene Finanzlage. Diese Rechnungsablage wird acht Tage vor der Versammlung den Mitgliedern schriftlich, gedruckt oder durch Anschlag mitgeteilt.

Nach Gutheissen dieser Rechnungsablage schreitet die Versammlung zur gänzlichen oder teilweisen Neuwahl des Verwaltungsrates und zur Ersetzung der abdankenden oder verstorbenen Mitglieder. Der Vorsitzende kann ausserdem die Generalversammlung entweder eigenmächtig oder auf Verlangen des Verwaltungsrates oder auf ein von zehn wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Jede Einberufung der Mitglieder zu einer ausserordentlichen Generalversammlung muss einem jeden derselben

wenigstens drei Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Tage schriftlich angezeigt werden.

KAP. V. — Verpflichtungen der Mitglieder gegen die Gesellschaft.

Art. 23. Die erst nach der Genehmigung dieser Statuten beitretenden wirklichen Mitglieder haben bei ihrem Eintritt folgende Aufnahmegebühr zu entrichten .

Von 18 bis 25 Jahren,	5 Franken;
» 25 » 30 »	6 »
» 30 » 35 »	7 »
» 35 » 40 »	8 »
» 40 » 45 »	9 »
» 45 » 50 »	10 »

Die Zahlung dieser Gebühr muss binnen längstens drei Monaten erfolgen.

Art. 24. Des Weitern verpflichten sich die wirklichen Mitglieder zur Zahlung eines monatlichen Beitrages von 1 Fr. 25 und zur Ausübung der Funktionen, die ihnen von dem Verwaltungsrat oder der Versammlung übertragen werden.

Ein Reglement über die innere Ordnung bestimmt die Art der Beitragserhebung. Dem Mitglied steht es frei, seine Beiträge auf eine beliebige Zeit im Voraus zu leisten.

Art. 25. Die Ehrenmitglieder zahlen einen Jahresbeitrag von mindestens 7 Fr. 50.

Art. 26. Beim Tode eines Mitgliedes müssen die wirklichen Mitglieder, mit der Vereinsfahne an der Spitze, dem Begräbniss beiwohnen bei Strafe einer durch das Reglement über die innere Ordnung festzusetzenden Geldbusse. Für einen Teil der Begräbnisskosten zahlt die Vereinskasse 15 Franken.

Art. 27. Es wird von den Mitgliedern keinerlei Beitrag erhoben für Zwecke, die nicht in den Statuten vorgesehen sind.

KAP. VI. — Verpflichtungen der Gesellschaft gegen ihre Mitglieder.

Art. 28. Die Entschädigung bei Krankheit oder Unfall wird auf einen Franken pro Tag festgesetzt.

Währt die Krankheit länger als drei Monate, so entscheidet der Verwaltungsrat, mit Rücksicht auf die Lage der Vereinskasse, ob die Entschädigung auch ferner bezahlt oder ob sie eingeschränkt werden oder gänzlich wegfallen soll, eventuell stellt er deren Beitrag und Dauer auf das zustimmende Gutachten einer eigens hierzu einberufenen ausserordentlichen Generalversammlung hin fest.

Art. 29. Ein Unwohlsein von weniger als drei Tagen giebt kein Recht auf Entschädigung. Bei einer Krankheit

von längerer Dauer beginnt der Anspruch auf Entschädigung vom ersten Tage an.

Art. 30. Um Recht auf die Vorteile der Gesellschaft zu haben, muss das Mitglied seine fälligen Beiträge vollständig beglichen haben.

Art. 31. Das Mitglied hat erst drei Monate nach seiner Aufnahme Anspruch auf die Vorteile der Gesellschaft.

Art. 32. Bei Krankheiten, die auf Ausschweifung oder Unmässigkeit zurückzuführen sind, bei Verwundungen, welche das Mitglied in einer Schlägerei empfangen, wo es erwiesenermassen der Angreifer war, oder bei Verwundungen, die es in einem Aufstand, woran es sich freiwillig beteiligte, oder im Wirtsbaus empfangen, besteht kein Recht auf Unterstützung.

Art. 33. Jedem Kranken, welcher ausser dem Hause betroffen wird, ohne zum Ausgehen vom Arzte ermächtigt zu sein, wird die Geldentschädigung entzogen.

Art. 34. Das Mitglied, welches als unheilbar oder kränklich gilt, kann eine ausserordentliche zeitweilige Unterstützung geniessen, deren Betrag jedes Jahr durch den Verwaltungsrat im Verhältnis zu den Kassenmitteln festgesetzt wird.

KAP. VII. — Das Gesellschaftskapital und seine Anlage.

- Art. 35.** Das Gesellschaftskapital besteht aus
1. den Einzahlungen der wirklichen Mitglieder;
 2. den Straf- und Eintrittsgeldern;
 3. den Beiträgen der Ehrenmitglieder;
 4. den Privatschenkungen oder Vermächtnissen;
 5. den Staats- oder Gemeindegeldzuschüssen;
 6. den Zinsen der angelegten Kapitalien.

Art. 36. Von jeder Einnahme wird ein Abzug von 10 Prozent vorweggenommen bis zu einem Betrage von 30 Franken pro wirkliches Mitglied. Die Gesellschaft entscheidet alsdann, ob diese Abzüge fortgesetzt werden sollen.

Der also gebildete Reservefonds darf nur mit Zustimmung der Gesellschaft und gemäss einem Votum der General-Versammlung angegriffen werden. Der Verkauf von Rententiteln oder die Erhebung hinterlegter Gelder, welche zu diesem Reservefonds gehören, müssen durch den Verwaltungsrat gutgeheissen werden, dessen Entscheidung von allen anwesenden Mitgliedern zu unterschreiben ist.

Art. 37. Wenn über 1000 Franken Vereinsgelder sich in der Kasse befinden, so ist der Ueberschuss unverzüglich entweder an die Staatssparkasse abzuführen oder, je nach Erachten des Verwaltungsrates, dem Gesetze gemäss anzulegen.

Art. 38. Die Gesellschaftsgelder dürfen in keinem Fall zu einem anderen, als dem ausdrücklich in dem Statut angewiesenen Zweck verwendet werden.

KAP. VIII. — Statuten-Abänderung. — Auflösung und Liquidierung. — Schlichten etwaiger Streitsachen.

Art. 39. Jeder Antrag auf Abänderung der Statuten oder Reglemente muss dem Verwaltungsrat unterbreitet werden, welcher bestimmt, ob demselben Folge zu geben ist oder nicht. Eine Statutenabänderung ist nur durch eine General-Versammlung zulässig, welche wenigstens einen Monat im Voraus, eigens zu diesem Zweck, durch schriftliche oder gedruckte Briefe an jedes einzelne Mitglied oder durch Anschlag mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung zusammenberufen sein und aus mindestens drei Viertel der eingeschriebenen Mitglieder bestehen muss.

Die Beschlüsse dieser Versammlung müssen, um gültig zu sein, mit drei Viertel Stimmen der Mitglieder gefasst und von der Regierung in der Form genehmigt werden, welche durch Art. 2 des Grossherzoglichen Beschlusses vom 22. Juli 1891 vorgeschrieben ist.

Art. 40. Die Gesellschaft kann sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit ihrer Mittel auflösen. Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zweck wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit

ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der stimmberechtigten Mitglieder zugegen sein müssen. Dieser Beschluss kann nur erfolgen, nachdem dieselbe Generalversammlung über die eventuelle Beschaffung neuer Hilfsmittel beratschlagt hat und muss mit wenigstens drei Viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst sein.

Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Oberbehörde gültig. Im Falle der Auflösung wird die Liquidierung zufolge den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juni 1891 bewerkstelligt.

Art. 41. Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche im Schoosse der Gesellschaft entstehen, werden immer durch den Ehrenpräsidenten gechlittet.

KAP. IX. — Vorübergehende Bestimmung.

Art. 42. Der Verwaltungsrath ist ermächtigt die von der Oberbehörde für gut befundenen Abänderungen an diesen Statuten vorzunehmen und gibt die Generalversammlung hierzu im voraus ihre gauzliche Zustimmung.

Also beschlossen zu Esch a. d. A. am 20. Oktober 1895

Der Vorstand.

(Folgen die Unterschriften.)

Arrêté du 27 février 1896, concernant la police sanitaire du bétail.

LE GOUVERNEMENT EN CONSEIL,

Vu la loi du 5 octobre 1870, sur les épizooties ;

Vu l'arrêté du 15 février 1896, concernant la police sanitaire du bétail ;

Vu l'avis de la Commission d'agriculture ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La fermeture de la frontière pour les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, provenant de Prusse, ordonnée par l'arrêté du 15 février 1896, s'applique seulement à la ligne séparative des territoires du Grand-Duché et de la régence de Trèves (Prusse).

Art. 2. Le pont sur l'Our de Dasbourg est ajouté aux endroits d'introduction désignés à

Beschluss vom 27. Februar 1896, die Gesundheitspolizei des Viehes betreffend.

Die Regierung im Conseil ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 5. Oktober 1870 über die Viehseuchen ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 15. Februar 1896, die Gesundheitspolizei des Viehes betreffend ;

Nach Einsicht des Antrages der Ackerbau-Commission ;

Beschließt :

Art. 1. Die durch Beschluss vom 15. Februar 1896 über Horn-, Woll- und Borstenvieh sowie Ziegen preussischer Herkunft verhängte Grenzsperrre, erstreckt sich blos auf die Scheidelinie der Gebiete des Grossherzogthums und des Regierungsbezirkes Trier (Preussen).

Art. 2. Die Durbrücke bei Dasburg wird den unter Art. 1 des Beschlusses vom 15. Februar

l'art. 1^{er} de l'arrêté du 15 février 1896, et M. J. Bivort, vétérinaire du Gouvernement à Clerveaux, est commis pour procéder à la visite des animaux arrivant dans le Grand Duché par le dit pont.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*; il sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 février 1896.

Les membres du Gouvernement,
EYSCHEN, KIRPACH, MONGENAST.

Rectification. — Police sanitaire du bétail.

C'est par erreur que l'arrêté du 15 février 1896, concernant la police sanitaire du bétail, énumère parmi les endroits d'introduction le pont sur la Moselle de Wasserbillig. Cette erreur est à rectifier en ce sens qu'il s'agit dans l'espèce du pont sur la Sûre près de la même localité.

Luxembourg, le 27 février 1896.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Arrêté du 28 février 1896, portant fixation du nombre des députés, par application du résultat du recensement de la population opéré le 2 décembre 1895.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu l'art. 51 de la Constitution, ainsi que l'art. 176 de la loi électorale du 5 mars 1884, ainsi conçu :

« Le nombre des députés qui font partie de » la Chambre sera déterminé d'après la population du Grand-Duché, dans la proportion de » un député sur 5000 âmes; la fraction de 3000 » et au-delà compte pour le nombre entier » de 5000 » ;

1896 bezeichneten Einfuhrstellen beigelegt und Hr. J. Bivort, Staatsveterinär zu Clerf, ist bestellt, um die Untersuchung der über besagte Brücke ins Großherzogthum einzuführenden Thiere vorzunehmen.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden, und tritt am Tage nach dessen Veröffentlichung in Kraft.

Luxemburg, den 27. Februar 1896.

Die Mitglieder der Regierung,
Eyschen; Kirpach; Mongenast.

Berichtigung. — Gesundheitspolizei des Viehes.

Irthümlicher Weise führt der Beschluß vom 15. Februar 1896, die Gesundheitspolizei des Viehes betreffend, unter den Einfuhrstellen die Moselbrücke bei Wasserbillig an. Dieser Irthüm ist dahin zu berichtigen, daß es sich im gegebenen Falle um die Sauerbrücke bei genannter Ortschaft handelt.

Luxemburg, den 27. Februar 1896.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Beschluß vom 28. Februar 1896, wodurch die Zahl der Abgeordneten auf Grund des Ergebnisses der Volkszählung vom 2. Dezember 1895 festgestellt wird.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Art. 51 der Verfassung, sowie des Art. 176 des Wahlgesetzes vom 5. März 1884, lautend wie folgt :

„Die Zahl der Abgeordneten, welche die Kammer bilden, wird nach der Bevölkerung des Großherzogthums festgesetzt in dem Verhältniß von einem Abgeordneten auf 5000 Seelen; der Bruchtheil von 3000 und darüber zählt für die volle Zahl von 5000“ ;

Vu encore l'art. 178 de cette même loi et l'art. 5 de la loi du 22 décembre 1886 ;

Vu le résultat du dénombrement de la population du Grand-Duché opéré à la date du 2 décembre 1895, en exécution de l'arrêté ministériel du 13 septembre précédent et par application des dispositions de la loi prévue du 22 décembre 1886 ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le nombre des députés, par application du dénombrement de la population du Grand-Duché opéré à la date du 2 décembre 1895, est fixé comme suit :

Cantons.	Population	Députés.
Capellen	16,397	3
Esch-sur-Alzette	37,124	7
Luxembourg-ville	18,709	4*)
Luxembourg-campagne	29,191	6
Mersch	13,852	3
Clervaux	15,088	3
Redange	15,396	3
Diekirch	18,785	4
Wiltz	15,941	3
Vianden	3,216	1
Echternach	13,195	3
Grevenmacher	15,757	3
Remich	12,822	2*)
	225,473	45

*) Le canton de Luxembourg-ville reçoit un député en plus du nombre actuel, celui de Remich un député en moins.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 février 1896.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Nach Ansicht des Art. 178 dieses Gesetzes und des Art. 5 des Gesetzes vom 22. Dezember 1886 ;

Nach Ansicht des Ergebnisses der am 2. Dezember 1895 im Großherzogthum Luxemburg in Gemäßheit des Beschlusses vom 13. September dess. J. und auf Grund der Bestimmungen vorbereiteten Gesetzes vom 22. Dezember 1886 vorgenommenen Volkszählung ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Beschließt :

Art. 1. Die Zahl der Abgeordneten, nach Maßgabe des Ergebnisses der Volkszählung vom 2. Dezember 1895, ist festgesetzt wie folgt :

Kantone	Bevölkerung.	Abgeordnete.
Capellen	16,397	3
Esch a. d. Alzette	37,124	7
Luxemburg-Stadt	18,709	4*)
Luxemburg-Land	29,191	6
Mersch	13,852	3
Clerv	15,088	3
Redingen	15,396	3
Diekirch	18,785	4
Wiltz	15,941	3
Vianden	3,216	1
Echternach	13,195	3
Grevenmacher	15,757	3
Remich	12,822	2*)
Total	225,473	45

*) Der Kanton Luxemburg-Stadt erhält einen Abgeordneten mehr als die bisherige Zahl, der Kanton Remich einen weniger.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll in's *Memorial* eingetragen werden.

Luxemburg, den 28. Februar 1896.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats Januar 1896.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von									
		Luxemburg.	Dieskirch.	Wiltz.	Stelbrück.	Echternach.	Remich.	Mersch.	Grevenmacher.	Esch a. d. A.	
Weizen	Hectoliter	16 00	15 50	15 55	14 00	15 50	"	"	"	"	
Mischelfrucht . .	—	13 00	11 50	"	12 20	14 00	"	"	"	"	
Roggen	—	10 00	10 50	10 00	"	10 50	"	"	"	"	
Gerste	—	12 00	"	"	"	11 00	"	"	"	"	
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Heibeforn	—	"	10 50	10 00	"	"	"	"	"	"	
Hafer	—	7 50	7 00	6 25	"	7 00	"	"	"	"	
Erbfen	—	12 00	"	"	16 50	"	"	"	"	"	
Bohnen	—	11 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Linfen	—	22 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Kartoffeln	—	3 40	"	2 50	"	3 50	3 25	"	3 50	3 60	
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 55	0 40	0 32	0 40	0 40	0 38	"	0 38	0 50	
Mischel-Mehl . . .	—	0 45	0 32	0 28	0 38	0 32	0 34	"	0 34	0 40	
Roggen-Mehl . . .	—	0 35	"	0 24	"	0 28	"	"	"	0 35	
Geschälte Gerste . .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"	
Butter	—	2 20	1 80	2 00	1 69	2 00	2 00	1 90	2 00	2 10	
Eier	Duzend.	1 40	1 30	1 20	1 35	1 35	1 20	0 95	1 25	1 45	
Heu	500 Kilo.	35 00	"	"	"	"	"	"	"	"	
Stroh	—	22 50	"	"	"	"	"	"	"	"	
Buchenholz	Stere.	15 00	"	"	"	16 00	"	"	"	"	
Eichenholz	—	10 00	"	"	"	7 00	"	"	"	"	
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Dönsenfleisch . . .	Kilogr.	1 90	1 70	1 80	"	1 70	1 60	1 50	1 50	1 80	
Ruh- od. Rindfleisch	—	1 70	1 60	1 60	1 40	1 60	1 55	1 50	1 50	1 70	
Kalbfleisch	—	1 80	1 50	1 80	1 60	1 60	1 50	1 80	1 60	1 75	
Lammfleisch	—	1 80	1 50	1 80	2 00	1 40	1 45	1 60	"	1 75	
Schweinefleisch . .	—	1 80	1 50	1 40	1 40	1 50	1 60	1 40	1 50	1 70	
id. geräuchert.	—	2 00	"	"	"	2 00	"	"	"	2 00	

Marktpreise. — 2. Hälfte des Monats Januar 1896.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wiltz.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Stemich	Mersch.	Greven- macher.	Esch- a. d. A.
Weizen	Hectoliter	16 00	16 00	16 25	15 40	14 00	"	"	"	"
Mischelfrucht . .	—	13 00	11 50	"	13 50	12 00	"	"	"	"
Roggen	—	10 00	10 00	11 25	10 00	11 00	"	"	"	"
Gerste	—	12 00	"	"	11 00	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heideforn	—	"	"	11 25	"	"	"	"	"	"
Hafer	—	7 50	7 00	6 50	7 50	7 50	"	"	"	"
Erbsen	—	12 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Bohnen	—	11 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Linzen	—	22 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	3 40	"	2 50	3 25	"	3 00	"	3 50	4 00
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 55	0 40	0 32	0 40	0 40	0 35	"	0 38	0 45
Mischel-Mehl . . .	—	0 45	0 32	0 28	0 32	0 38	0 30	"	0 34	0 40
Roggen-Mehl . . .	—	0 35	"	0 24	0 25	"	"	"	"	0 32
Geschälte Gerste .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	1 90	1 90	1 75	1 90	1 84	1 95	1 90	2 00	2 00
Eier	Duzend.	1 25	1 00	0 80	1 30	1 05	1 00	0 90	1 25	1 20
Heu	500 Kilo.	35 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh	—	22 50	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz	Stere.	15 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Eichenholz	—	10 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . . .	Kilogr.	1 90	1 70	1 80	1 70	"	1 60	1 50	1 50	1 80
Ruh- od. Rindfleisch	—	1 70	1 60	1 60	1 60	1 44	1 55	1 50	1 50	1 65
Kalb- od. Lammfleisch	—	1 80	1 50	1 55	1 60	1 60	1 60	1 80	1 60	1 75
Schweinefleisch . .	—	1 80	1 80	2 00	1 75	2 00	"	1 60	"	1 70
id. geräuchert . . .	—	2 00	"	"	2 00	"	"	"	"	1 70